

Association des Salariés de l'Arsenal Victimes de l'Amiante ASAVA

AMIANTE : LE PROCUREUR DE TURIN RECLAME 20 ANS DE PRISON POUR DEUX GRANDS PATRONS D'ETERNIT

Un formidable encouragement à la lutte pour les victimes de l'amiante du monde entier

20 ans de prison pour le Belge Louis de Cartier de Marchienne. 20 ans pour le Suisse Stéphan Schmidheiny. Telles sont les peines requises par le procureur Raffaele Guariniello, lors de la 51ème audience du procès de Turin contre ces deux hauts dirigeants de la multinationale de l'amiante-ciment.

Ils ont violé les règles de sécurité au mépris de la santé et de la vie des salariés des quatre usines de Casale Monferrato, Cavagnolo, Rubiera et Napoli. Ils sont responsables d'une véritable catastrophe sanitaire environnementale qui a causé plus de 3000 victimes. 70% d'entre elles proviennent de la petite cité de Casale, cette ville martyre de l'amiante, où l'on compte chaque année, entre 40 et 50 mésothéliomes (cancer rare, spécifique de l'amiante). 80% d'entre elles, n'ont jamais mis les pieds dans l'usine. Ce sont des fibres d'amiante rejetées par Eternit sur le voisinage ou apportées à domicile par les vêtements de travail des ouvriers, qui les ont contaminées.

Si ce procès a pu avoir lieu, si la culpabilité des prévenus a pu être minutieusement démontrée, audience après audience, c'est d'abord grâce à l'action courageuse et opiniâtre de l'AFEVA, l'association italienne de défense des victimes de Casale Monferrato et au soutien des organisations syndicales et des institutions locales. Nous tenons à rendre hommage à Romana Blasotti Pavesi, Bruno Pesce et Nicola Pondrano, qui depuis trente ans ont été l'âme de ce difficile combat, marqué par tant de souffrances et de deuils.

Avec ce réquisitoire, une étape a été franchie. La prochaine sera celle du jugement qui devrait être rendu avant la fin de l'année. Il est attendu avec espoir et confiance par les familles de victimes de l'amiante italiennes (6000 parties civiles) et par celles du monde entier, car l'enjeu du procès de Turin dépasse les frontières de l'Italie.

Ni Schmidheiny ni De Cartier de Marchienne n'ont daigné assister à une seule des 51 audiences pour s'expliquer devant les familles endeuillées. Si le jugement à venir suit les réquisitions du procureur il montrera que les industriels ne sont pas au-dessus des lois et que la vie des ouvriers ne doit pas être sacrifiée au profit de quelques uns.

Il n'est pas concevable qu'une catastrophe sanitaire d'une telle ampleur n'ait ni responsable ni coupable.

En France, où l'amiante fait près de 10 morts par jour, ce sera un formidable encouragement pour les victimes qui attendent un procès pénal depuis quinze ans : un encouragement à réclamer des moyens supplémentaires pour les magistrats chargés de l'instruction, un encouragement à vaincre l'inertie du Parquet qui fait tout pour retarder ce procès et en réduire la portée.

Ce qui est possible en Italie doit l'être en France.

Face aux multinationales, qui continuent à semer la mort en exportant l'amiante dans les pays où ce matériau cancérigène n'est pas interdit, face au cynisme du Canada qui bloque l'inscription de l'amiante sur la liste des produits dangereux de la convention de Rotterdam et finance l'ouverture d'une nouvelle mine d'amiante, la condamnation des dirigeants d'Eternit aura valeur d'exemple.

L'amiante doit être interdit dans tous les pays de la planète.

INAUGURATION DE LA STELE LE 2 JUILLET 2011 A LA MEMOIRE DES VICTIMES DE L'AMIANTE



Au square Amiral OROSCO, derrière la piscine du port marchand, la stèle en granit représente deux poumons dont un est atrophié. Au centre, la matérialisation d'une fibre d'amiante posé sur une plaque portant la mention : « à la mémoire des victimes de l'amiante »

L'équipe qui a conduit durant 2 années ce projet

Pour l'ARDEVA SUD/EST : Yvelise RUFFINI, Josette BASSAT et Daniel SERILLET, André CAGNON étant décédé d'un mésothéliome l'an dernier

Pour l'ASAVA : Christiane et Christian FORASETTO, Christian DI-BARTOLOMEO



Danielle Perlungo, veuve d'un travailleur de la BAN de CUERS, décédé d'un mésothéliome, prendra la parole pour l'ASAVA : « Vous n'êtes pas sans ignorer que notre département du Var et deux de nos principales villes, Toulon et La Seyne, sont particulièrement touchées par ce fléau engendré par le minéral tueur qu'est l'amiante. En effet le nombre de victimes se compte par milliers et bien évidemment les travailleurs des chantiers navals de La Seyne, de la Base navale de Toulon ont payé et payent encore un lourd tribut en nombre de victimes. » Sans compter ceux dans le BTP ou l'automobile qui « ne sont pas toujours reconnus dans les dispositifs pour les départs anticipés ». Au travers des chiffres (100 000 mille morts de 1995 à 2025) c'est surtout les drames humains et sociaux que vivent toutes les victimes que nous avons voulu mettre en avant avec ce projet de stèle hommage. Quand bien même nous aurions les chiffres précis, ils ne pourraient à eux seuls exprimer les douleurs, le ressenti des malades et de leurs accompagnant. »



Deux enfants dont le grand père est décédé d'une pathologie de l'amiante ont dévoilé la stèle à l'issu des allocutions

LES BREVES, LES BREVES, LES BREVES, LES BR.....

PROCES PREJUDICE ECONOMIQUE ET D'ANXIETE

1/ Par jugement du 1^{er} Décembre 2010, le Conseil de Prud'hommes de PARIS a rejeté la demande de préjudice économique, mais a accordé à chacun des demandeurs

15.000 Euros au titre de l'incidence professionnelle (que nous plaçons aujourd'hui sous la dénomination « *troubles dans les conditions d'existence* ») et 15.000 Euros au titre du préjudice d'anxiété, ainsi que 1.000 Euros au titre de l'article 700.

2/ Par jugement en date du 18 Avril 2011, le Conseil de Prud'hommes de VIENNE, Section Industrie a condamné VALÉO à verser à chacun des demandeurs 8.000 Euros au titre du préjudice d'anxiété, de 3.000 à 13.500 Euros au titre des troubles dans les conditions d'existence et 500 Euros au titre de l'article 700.

3/ Par jugement en date du 16 Mai 2011, le Conseil de Prud'hommes de VIENNE, en formation de départage, a condamné VALÉO à verser à chacun des demandeurs 5.000 Euros au titre du préjudice d'anxiété, 5.000 Euros au titre des troubles dans les conditions d'existence, plus article 700.

4/ Enfin par jugement en date du 17 Mai 2011, le Conseil de Prud'hommes de VIENNE, Section Encadrement, a condamné VALÉO à verser 8.000 Euros au titre du préjudice d'anxiété et des dommages intérêts variables en fonction de l'ancienneté au titre des troubles dans les conditions d'existence (ce jugement n'ayant pas été notifié, le montant de ces dernières sommes sera ultérieurement précisé)...

Il semble donc que l'inflexion que nous avons donnée aux dossiers pour tenir compte des arrêts de la Cour de Cassation du 11 Mai 2010, commence à porter ses fruits.

GOVERNANCE DU FIVA : XAVIER BERTRAND RACONTE N'IMPORTE QUOI !

Interpelé par un député au parlement sur son projet de décret donnant la possibilité au gouvernement de choisir un président du conseil d'administration du Fiva hors de la Cour de cassation. Il a indiqué que ce changement s'explique « *tout simplement* » par le fait que présider le fonds « *est devenu quasiment une fonction à plein temps et nous ne pouvons pas aujourd'hui garantir qu'un seul membre de la Cour de cassation aura toute disponibilité pour le faire* » Il a même ajouté : « *c'est juste cela* ».

L'ANDEVA et la FNATH lui ont immédiatement écrit pour attirer son attention sur le fait que les informations qu'il avait fournies étaient erronées. En effet : La totalité de la gestion du fonds est assurée par sa directrice. Le président a pour seule fonction de présider le conseil d'administration qui se réunit quatre ou cinq fois par an. Il ne s'agit nullement d'une fonction à plein temps et il n'y a évidemment aucune difficulté pour trouver un magistrat de la Cour de Cassation pour l'exercer, d'autant plus qu'on choisit en général pour cette fonction des magistrats honoraires.

DEPART EN RETRAITE RETARDE L'ANDEVA VA SAISIR LA CNAM

depuis la mise en place de la réforme des retraites nous avons eu connaissance par l'intermédiaire de nos adhérents faisant les démarches pour faire valoir leur droit à la retraite à 60 ans qu'ils rencontraient des problèmes pour faire valoir ce droit, du au fait qu'ils avaient cotisés dans deux régimes différents. Le régime général ignorant que ces personnes sont parties en ACAATA leur applique la réforme comme tout un chacun et donc pour l'instant le régime général les considère en retraite 4 mois plus tard et si le problème ne se résout pas cela pourra aller jusqu'à 2 ans.

Nous avons alerté notre association nationale ainsi que le syndicat Cgt des retraités de ce problème. Décision a été prise au groupe de travail ACAATA que l'ANDEVA d'interpelle la CNAM.

**DURANT LE MOIS DE JUILLET ET
D'AOUT L'ASAVA NE SERA OUVERTE
QUE LE LUNDI MATIN DE 9H à 12H.**